

Plan d'action égalité filles/garçons

Pour faire passer la pilule de l'abandon des ABCD de l'égalité, nous étai¹ promis, à grands renforts d'interventions médiatiques, **un ambitieux « plan d'action pour l'égalité filles/garçons à l'école »**. Après des mois d'attente, pendant lesquels n'en doutons pas, le Ministère de l'Education Nationale a œuvré avec sérieux et détermination à son élaboration, il nous est enfin dévoilé, en particulier à travers un site internet dédié. Et c'est peu dire que la montagne accouche d'une souris...

Les annonces sur la formation laissent clairement présager que cette question passera à la trappe. Pour la formation continue, ce sont d'abord les IEN et les IA-IPR qui seront formés aux questions de l'égalité filles/garçons pour sensément former ensuite les personnels. Nous le redisons : dans un contexte d'austérité où les moyens de formation et le temps des animations pédagogiques sont restreints, bien peu d'enseignant-e-s auront accès à des formations sur ces thèmes. Pour la formation initiale, les modules annoncés existent déjà dans les ESPE, et l'autonomie de chacune rend très variable la prise en compte de ces thématiques.

Pour pallier ce déficit annoncé de formation en présentiel, une solution miracle : le numérique !

Le dispositif M@gistère, outil de formation continue à distance informatisé, est présenté comme un recours utile. Rien ne remplace pourtant le contact direct, le partage des expériences entre enseignant-e-s pour permettre la réflexion et l'élaboration collectives de nouvelles pratiques pédagogiques. Ces dispositifs de pseudo-formation dédouanent à peu de frais notre institution de son obligation à former véritablement ses personnels, et instaurent des modes de management fondés sur l'individualisme, l'infantilisation et le flicage.

La fameuse « mallette pédagogique » devait également être un outil magique. Que voit-on dans cet onglet du site dédié ? Une vidéo de 6mn nous permettant d'écouter la bonne parole de Mme Robine, qui présente les inégalités filles/garçons comme un « handicap démocratique » mais aussi comme un « handicap économique » (d'ailleurs les partenariats présentés ne concernent que le monde de l'entreprise !). Pour le gouvernement le grand scandale du sexisme n'est donc pas dans les rapports de domination qu'il induit, pas dans l'oppression étouffant épanouissement et émancipation des un-e-s et des autres...non, il est

dans le « handicap économique » qu'il engendrerait. Triste signe, un de plus, de l'allégeance de ce gouvernement aux prérogatives du libéralisme, et de son absence de considération pour un projet de société émancipateur.

Par ailleurs, cette mallette n'a bien de pédagogique que le nom : les pistes pédagogiques sont purement et simplement indigentes. Quelques lignes pour chaque chapitre de programme, aucun document, aucune séquence-type, aucune biblio ou sitographie...

La liste des partenaires agréés renvoie au site du MEN, avec une liste de toutes les associations, dans tous les domaines : aucune visibilité sur les associations de défense des droits des femmes et des LGBT, noyées dans ce grand fourre-tout.

Le renvoi à la campagne contre le harcèlement ne porte pas sur les thématiques spécifiquement sexistes et LGBTphobes.

La lutte contre les stéréotypes de genre, qui sont le fondement des discriminations, n'est pas évoquée. De même que ne sont pas évoquées les LGBTphobies, qui pourtant ont des effets dévastateurs sur les jeunes lesbiennes, gays, bi-e-s et trans dans les établissements scolaires.

► **Au regard des enjeux essentiels que recouvre la lutte contre le sexisme et les LGBTphobies en milieu scolaire, tant d'indigence et de travail bâclé ne peuvent que susciter notre colère et renforcer notre détermination à porter notre projet d'une autre école et d'une autre société.**

